

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

DU JOURNAL,

Rue Perez Castellanos 162.

HONNEUR ET PATRIE 8

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par mois.

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on adressera les lettres et avis à M. JH. REYNAUD propriétaire gérant.

MONTEVIDEO.

5 JUILLET 1849.

Nous donnons à nos lecteurs, un article du "Journal des Débats," qu'on peut, regarder comme organe officiel du gouvernement, que nous devons à l'obligeance d'une personne qui nous est hautement dévouée :

Paris, 15 avril.

« Nous avons donné récemment, d'après le Times, l'analyse du Message que vient d'adresser le général Rosas aux chambres de Buenos Ayres, à l'ouverture de la session nouvelle. Nous commençons par bien établir que nous ne voulons ni prendre aux sérieux de tels documents, ni croire à l'existence tant soit peu problématique d'un parlement argentin. Mais ce Message curieux, puisque Message il y a, nous semble être plus qu'à l'ordinaire une comédie jouée devant des spectateurs choisis et payés pour l'applaudir. C'est, dans son ensemble, la reproduction des mêmes déclarations et protestations que les années précédentes. Il y est question, comme toujours, des torts de la France et de l'Angleterre à l'égard du dictateur argentin, du respect profond de celui-ci pour l'indépendance de Montevideo assiégée cependant par ses troupes et par son lieutenant Oribe, et enfin de son désir plus vif et plus sincère que jamais de pouvoir reprendre le cours de ses bonnes relations avec les deux puissances européennes. Nous ne nous arrêterions pas un seul instant sur ce langage hypocrite, sans un point qui nous intéresse parce qu'il jette un peu de lumière sur cette obscure et interminable affaire : nous voulons parler du passage où le général Rosas fait allusion à l'emprunt contracté à Londres en 1823 par le gouvernement de Buenos Ayres, et s'élevant à une somme de deux millions de livres sterling, dont les intérêts ont cessé d'être payés deux ans après. Voici à ce sujet quelques éclaircissements :

« En 1844, la cour de Rio Janeiro envoya en Europe le vicomte d'Abrantès pour appeler l'attention des deux gouvernements de France et d'Angleterre sur l'urgence d'une intervention dans le Plata. L'Etat de l'Uruguay, était envahi par les troupes de Rosas sous les ordres d'Oribe, et le siège était mis devant Montevideo, dernier rempart qui protégeait contre un envahissement semblable les provinces méridionales de l'Empire du Brésil. En apprenant cette mission et son objet, Rosas se souvint comme par miracle de l'emprunt de 1823, annonça tout à coup les meilleures intentions, fit faire des ouvertures à l'un des premiers banquiers de Londres, devenu principal intéressé, et provoqua l'envoi immédiat d'un agent de cette maison. Un arrangement fut conclu à Buenos Ayres; 25.000 fr. par mois devaient désormais être fournis comme paiement des intérêts échus depuis dix neuf ans. Mais tout cela s'était fait trop tard ; l'agent anglais porteur de la stipulation nouvelle se croisa en route avec les deux ministres de France et d'Angleterre, MM. Deffaudis et Ouseley, chargés de porter à la Plata les clauses de l'intervention. Toutefois l'affaire, quoique compromise, ne fut point regardée comme perdue, et Rosas, connaissant le point sensible, ne cessa pas d'y frapper ; de continuel efforts furent tentés par ses agents à Londres pour paralyser l'action commune des deux gouvernements, et faire ajourner toute décision énergique. Les premières négociations rompues, le blocus établi, le général Rosas avait refusé naturellement de tenir ses engagements envers la haute banque britannique ; deux nouveaux ministres sont envoyés, M. Walewski et lord Howden ; mais cette fois une scission éclate entre les deux collègues. Le ministre anglais trouve dans le chef de la station, le commodore Herbert, tout dévoué au général Rosas, un instrument complaisant qui tempère ce que son langage officiel a de trop rude, tandis que le ministre français, fidèle à l'esprit des instructions communes, reste ferme, rompt des négociations dérisoires, maintient le blocus levé par lord Howden, et soutient par son attitude le courage des Montevidéens assiégés, dont la situation précaire était aggravée par l'abandon des forces britanniques.

« Nous n'avions jamais bien compris cette divergence dans la conduite des deux agents ; nous en avons aujourd'hui seulement l'explication. Le cabinet anglais, sous la pression active et continue de certaines influences financières, songeait plus à satisfaire des exigences privées qu'à protéger ses nationaux et à assurer l'avenir de son commerce ; de plus, il saisissait en même temps l'occasion de sortir d'embarras, en laissant à nos seules mains la sauvegarde de l'influence européenne dans ces contrées. Une fois entré dans cette voie, il n'est sorti de concessions que le gouvernement britannique n'ait faites au général Rosas, qui les a toutes acceptées sans mot dire. Les soldats anglais sont retirés de Montevideo ; l'effectif de la station est diminué, le commodore Herbert fait de fréquentes visites au dictateur et redevient l'ami de la maison ; il vient même de renvoyer gracieusement à son hôte une partie des drapeaux et des canons conquis par les deux marines au combat sanglant d'Obligado ; enfin M. Southern arrive avec le titre d'envoyé extraordinaire de S. M. la Reine, et sollicite humblement l'exequatur. A toutes ces coquetteries le général Rosas répond avec insolence et brutalité : refus de recevoir M. Southern, refus de renoncer à aucune des réclamations du gouvernement argentin contre le gouvernement britannique, et enfin, et c'est le point le plus sensible, refus de solder les intérêts échus de l'emprunt de 1823. » Il vous a plus de lever le bœuf de Buenos Ayres, dit le général Rosas au cabinet anglais ; or cette mesure soudaine est une reconnaissance implicite de vos torts envers moi ; ces torts, réparez-les, indemnez-moi du dommage que m'a fait éprouver votre attitude hostile depuis quatre ans, payez les frais de la guerre, rendez-moi mes navires pris à Obligado, évacuez les îles Malouines qui m'appartiennent, abandonnez les établissements que vous avez formés illicitement sur la côte de Patagonie ; à ce compte, nous pourrions voir à nous arranger. » Il nous est impossible de prévoir quelle pourra être la réponse de lord Palmerston.

« Jusqu'ici la France, grâce à la prudente fermeté de ses agents, avait su garder sa dignité. D'après les dernières nouvelles, le contre amiral Le Prédour aurait reçu dans le courant de novembre des instructions émanées du ministre des affaires étrangères, et se serait immédiatement rendu à Buenos Ayres, soit pour offrir à Rosas de traiter sur les bases Hood, lesquelles bases ne sont qu'une série confuse de malentendus plus ou moins calculés, soit pour faire garantir la vie et les propriétés de nos compatriotes dans le cas où Montevideo serait enfin pris par Oribe. A l'un ou à l'autre de ces ouvertures Rosas aurait déjà répondu, dit-on, de la même façon qu'il a fait au gouvernement britannique : « Payez moi une forte indemnité pour être intervenu dans mes affaires, rendez-moi les drapeaux et les canons pris à Obligado, etc., etc., et alors nous pourrions peut-être nous entendre. » Tout compte fait, nous ne sommes pas mieux traités que l'Angleterre.

« Quand à la réponse de M. Drouyn de Lhays à l'attitude insolente du général Rosas, nous ne la désirons pas immédiate ; mais quand le temps sera venu, nous la désirons énergique. Le ministre des affaires étrangères s'était engagé à présenter à l'Assemblée Nationale, avant le 15 février dernier, une solution ; nous ne nous étonnons pas de son inexactitude. Chez nous tout d'abord, et tout près de nous s'agitent des questions brûlantes : il faut naturellement courir au plus pressé. Mais nous le dirons une dernière fois : dans cette triste question de la Plata, condamnée dès sa naissance, et cependant importante et complexe, il s'agit de relever notre commerce, tombé depuis quelques années de 40 millions à 8, et de protéger une population d'émigrants français, réduite dans la même proportion ; il s'agit de sauver un principe que nous avons officiellement proclamé, l'indépendance de Montevideo, et dont l'abandon serait la ruine de notre influence dans toute l'Amérique du Sud ; il s'agit enfin d'assurer ainsi l'intégrité de l'empire du Brésil, qui, déjà menacé par le général Rosas, et bientôt victime du danger qu'il aura le premier entrevu et signalé, viendra nous reprocher de l'avoir exclu sans raison d'une intervention à laquelle il aurait apporté le secours de ses conseils et de ses armes. Ainsi qu'on le voit, cette éternelle question de la Plata n'est donc pas près de se terminer. Maître de Montevideo et des deux rives de la Plata, Rosas attaquera le Brésil ;

il s'y prépare déjà ; et nous avons au Brésil, comme dans la Plata, des nationaux et un commerce de 40 millions »

CORRESPONDANCE POLITIQUE DU PATRIOTE

Paris, 2 mai 1849.

C'est en vain que les partis s'agitent et paraissent prêts à se déchirer entre eux ; il est au cœur de la nation française un sentiment inné, qui ralliera au moment du danger les opinions les plus divergentes, pour les fondre et les faire converger vers un même but, quand l'intérêt, mais surtout l'honneur national, y sera intéressé. Quelle preuve plus grande, plus irréfutable, pourrais-je vous en donner, mon brave ami, que le vote unanime de l'Assemblée Nationale, dans sa séance du 30 avril ?

Réussite complète ! triomphe éclatant de la vérité, sur les sophismes des ennemis de l'indépendance orientale, que défendent depuis six ans nos compatriotes établis à Montevideo. Que vous importe quant à présent, la situation de l'Europe ! Que peut vous faire, à cette heure que le chef de cette république théocratique et chrétienne n'agit si florissante, soit détrônée par la révolte et expulsé de la ville éternelle ? Quel intérêt, peut vous inspirer aujourd'hui, tous ces rois dont les trônes sont ébranlés, et dont la majesté qui rayonnait à leur front a disparu à jamais ?

Il est un gouvernement providentiel qui ne peut être atteint par les révolutions qui renversent et broient les trônes vermoulus ? La justice de ce gouvernement c'est celle qui vient d'éclater sur la tête de Rosas. La voix de ce gouvernement c'est celle des 566 représentants du peuple français, qui vient de prononcer l'arrêt du dictateur.

Le président de la République Française, est devenu votre zélé protecteur parce qu'il a compris que sa gloire était intéressée à la solution digne de cette éternelle question de la Plata. Louis Bonaparte attendait, pour se déclarer le vengeur de ceux qui ont, à trois mille lieues de leur patrie, si bien compris et si énergiquement défendu son honneur et ses intérêts ; il attendait, que la nation par l'organe de ses mandataires lui laissât le libre arbitre dans ses moyens d'exécution. Il est convaincu, que l'abandon de Montevideo serait un crime ; fort de l'assentiment unanime de l'assemblée, il va s'empresse de vous secourir. Le seul moyen qui se présente à son esprit, c'est celui de la force appuyée sur le droit. C'est une expédition puissante et respectable pour obtenir satisfaction des atrocités et des perfidies de Rosas. En attendant, la continuation du paiement du subsidie, va vous permettre de tenir en échec votre cruel ennemi, car notre seule crainte, consiste en ce que connaissant la résolution qui vient d'être prise, Rosas ne rassemble tous ses moyens pour écraser la poignée de braves qui lui résistent, notre espérance est toute dans votre courage et votre valeur.

L'amiral Leprédour va donc recevoir des ordres, pour défendre énergiquement la place, à sa grande satisfaction, puisque ses dernières dépêches, m'assure-t-on, indiquent qu'il n'y a plus d'autre moyen pour réduire Rosas, que l'emploi de la force.

Le corps de volontaires de 6 500 hommes et le matériel doivent être transportés par des navires de commerce, quelques bataillons et quelques escadrons de troupe régulière, ne dégarniront pas les rangs de notre armée. Ainsi se trouve détruite la seule objection faite contre une expédition immédiate. Je vous dis la seule, et pourtant il en est une autre soulevée, par un des hommes les plus compétents dans la question, un chef, qui a, et qui mérite toute votre confiance ; désigné pour commander l'expédition, ce digne chef préfère qu'elle soit moins importante au besoin et qu'elle soit exclusivement composée de corps réguliers et disciplinés, il connaît les volontaires et sans rien ôter à leur courage, à leur dévouement, il a pensé que des troupes ombragées par le drapeau de la France, seraient plus aptes à terminer la question. Dans ce cas, les volontaires républicains, qui brûlent du désir de voler à votre défense, partiront quand même comme auxiliaires, et iront grossir les rangs de ces légions françaises dont les souffrances, le dévouement et le courage les ont électrisés.

Tout concourt, mon cher ami, au succès de votre cause si longtemps méconnue. Le chargé d'affaires de l'Empereur du Brésil, est chargé de la part de son gouvernement d'une mission, pour demander à la République Française son assistance, et combiner son attaque avec la sienne dans une déclaration de guerre à Rosas. On m'assure que le ministre brésilien, vient de remettre au président une note, dans laquelle il déclare l'intention de son gouvernement, de prévenir et de repousser les agressions du dictateur de Buenos Ayres, dont l'insolence augmente chaque jour. Le gouvernement impérial serait enfin décidé à entrer ouvertement dans la question et à contribuer énergiquement à pousser jusques dans ses dernières conséquences la guerre soulevée par Rosas.

Courage donc, et persévérance, mon cher ami, le moment de la délivrance, n'est pas éloigné.....

On nous écrit aussi de Paris :

29 avril 1849.

Notre affaire marche, j'en ai la ferme espérance, à un dénouement heureux et prochain. Chaque semaine elle fait des progrès sensibles auprès des membres du gouvernement, auprès les représentants, dans le public et dans la presse.

Après l'avoir bien étudiée, le président de la république est devenu le protecteur le plus zélé de notre cause. Malgré toutes les complications européennes, il a voulu que les ministres s'occupassent sérieusement de cette affaire, qui depuis plusieurs jours a été l'objet des délibérations du conseil.

Nous comptons aujourd'hui parmi les représentants dévoués à Montevideo, MM. Thiers, Berger, de Beaumont, de Corcelles, Dufaure, Sénard, Crémieux, Gerdy, Jules Favre, Hubert Delisle, Subervie, Glais Boin, Berryer, Ledru Rollin, Dupont de Bussac, Larochejaquequin, Montalembert, Focion, Marrast, Aylies, Portalis, Leromboure, Barthélemy, Landrin, etc. etc. etc.

J'ai combattu énergiquement auprès des représentants et surtout des membres de la commission, la proposition qu'elle a fait par l'organe de son rapporteur, de fixer une époque pour fixer le paiement du subside mensuel de 200 000 fr. Cette proposition n'avait rien d'hostile contre nous, elle n'avait qu'un but, celui de forcer le pouvoir exécutif à prendre de promptes mesures, pour arriver à une solution définitive. En partageant l'opinion de la commission sur la nécessité d'en finir, j'étais loin d'approuver le moyen extrême qu'elle proposait, je n'ai pas eu de peine à prouver que ce secours jusqu'à l'arrivée d'un corps expéditionnaire, était d'une absolue nécessité, mais encore que ce témoignage de sympathie, était indispensable pour soutenir le moral des habitants, des défenseurs de Montevideo. Je crois que j'ai été compris.

Toute la presse de Paris est en notre faveur. Le *Courrier Français*, le *National*, l'*Opinion Publique*, le *Constitutionnel*, l'*Ere Nouvelle*, le *Siecle*, la *Reforme*, la *Semaine*, le *Temps*, le *Phare Commercial*, le *Journal des Débats*, jadis si hostile, tous ont été unanimes pour dire que le gouvernement français devait abandonner le système de temporisations et de négociations avec Rosas, qu'il fallait en finir avec le dictateur; que l'honneur de la France, ses intérêts, l'existence par nous garantie d'un état ami et dévoué, la vie et la fortune de nos compatriotes, étaient engagés dans cette question. La presse des départements, plusieurs journaux anglais sont venus nous prêter leurs concours. Aussi les journaux qui tiennent encore pour Rosas, la *Presse* et le *Courrier du Havre*, jettent feu et flamme. Mais les motifs de leurs attaques contre Montevideo sont connus, et ces deux feuilles esclavées par Rosas restent sans influence sérieuse.

Les ports de mer, comprennent enfin l'importance du grand débat qui s'agit depuis si longtemps les avantages immenses que le commerce maritime peut un jour trouver dans les riches contrées de la Plata. Les pétitions arrivent de Paris et de la province, respectables par le nombre et le poids des signatures.

1er mai.

Enfin, la discussion qui nous intéresse a été portée hier à l'Assemblée Nationale. Vous lirez avec satisfaction et avec toute l'attention qu'elle mérite cette grave et solennelle discussion, et vous demeurerez convaincu que l'immense majorité de l'Assemblée veut et demande une expédition forte et puissante contre Rosas; que la minorité très infime qui redoute de se lancer dans une expédition à 2,000 lieues de la France, veut cependant que la ques-

tion soit définitivement résolue d'une manière ou de l'autre. Mais jamais elle ne peut l'être par l'abandon de Montevideo. Il ressort évidemment de la discussion que le pouvoir exécutif est autorisé à envoyer très prochainement une expédition dans les eaux de la Plata. On sait qu'il n'y a pas d'autre moyen d'en finir honorablement.

En attendant les subsides et les secours continueront à être payés, et l'amiral Le Prédour, va recevoir des instructions très précises pour protéger, conserver et défendre à tout prix la ville de Montevideo.

Courage patience et union, l'heure du salut approche. Les français établis dans l'Uruguay, ont été noblement vengés des calomnies qu'on avait répandues contre eux; leur conduite énergique et mesurée les a rendu dignes des éloges mérités qui leur ont été donnés.

3 mai.

Nous avons vu les ministres, entre autres le Président du Conseil, M. Odilon Barrot, ils sont disposés à agir énergiquement et promptement. Pour hâter le départ de l'expédition, j'ai voulu aller à la Présidence, désirant avoir quelque chose de précis à vous communiquer de la part du chef de l'Etat.

Voici les paroles que je suis autorisé à vous rapporter et qui m'ont été transmises par le secrétaire de M. Louis Napoléon :

« Le Président de la République Française, a pris à cœur l'affaire de l'Uruguay, connaît la justice de cette cause, et est décidé à la faire triompher. Vous êtes autorisé à transmettre cette assurance à Montevideo. »

Un autre correspondant nous transmet les détails suivants, en date du 2 mai :

Paris, 2 mai 1849.

C'est la première fois qu'une Assemblée Française, se prononce aussi énergiquement en faveur de Montevideo, j'aurais voulu, Monsieur, que vous eussiez assisté à cette mémorable séance, vous auriez jugé par la physionomie de l'Assemblée que vos malheurs et vos misères inspirent une véritable sympathie. La question financière n'a pas même été soulevée dans ce débat. Il faut en finir avec Rosas, il faut envoyer contre lui, et pour rétablir l'ordre, la paix et la tranquillité dans la Plata, une expédition puissante. Tel a été le cri unanime des représentants.

Je suis parfaitement persuadé, qu'aujourd'hui le président de la République qui porte un véritable et vif intérêt à cette importante question, s'empressera de la résoudre de la manière la plus prompte et la plus énergique. Il y est formellement autorisé par l'unanimité (moins sept) du vote de l'Assemblée. Nous allons tous redoubler d'efforts auprès du gouvernement, pour que le chiffre de l'expédition soit fixé et qu'elle parte sans aucun retard. Tous nos vœux, toutes nos démarches sont, pour que M. Deffaudis et l'amiral Laiué consentent à en accepter la direction.

Dans peu vous apprendrez, par des faits irrécusables que cette fois enfin il ne s'agit plus de promesses, mais d'action.

A Florence, il y eut un mouvement opéré en faveur du grand duc; à Venise, on supposait, que le général autrichien Haynau, qui l'assiége, attaquerait la place, sitôt après la cessation des pluies; les assiégés faisaient d'énergiques préparatifs de défense.

En Piémont, les affaires menaient de se compliquer de nouveau, la contribution de guerre fixée par le général Radetzki à 100 millions de francs ayant, été élevée par le gouvernement autrichien, à 226, l'occupation mixte d'Alexandrie, à laquelle avait renoncé le général fut de nouveau exigée, réalisée le 24, et grevée en plus par l'occupation militaire du territoire de Novarre. L'Autriche exige en outre, la reddition des principaux forts de la ville de Gènes, et le désarmement de l'armée piémontaise jusqu'à ce qu'on ait modifié la loi, sur la Constitution nationale.

En Espagne, les journaux de Madrid, annoncent que Cabrera se retirant en France, dans l'intention d'aller à Paris, pour se faire traiter d'une blessure assez grave, fut appréhendé, et incarcéré au fort Lamalgue de Toulon, qui avait, avant lui, servi de prison à Abd-el-Kader.

Hier, on faisait courir en ville, le bruit qu'on recrutait en Angleterre et en France des partisans à la cause Rosiste, et que déjà 240 anglais, appartenant à l'ancienne légion Portugaise, s'étaient embarqués pour Rio Janeiro pour de là se rendre à Buenos Ayres.

Ce fait, consigné dans le *Constitutionnel*, du 24 avril, et rapporté par le *Comercio del Plata* de ce matin, est suivi dans ces deux feuilles de réflexions péremptoires pour en démontrer l'absurdité, et prouver qu'il n'est que de l'invention des émissaires payés du *Grand Américain*, dans le seul but de détruire l'effet moral et salutaire, qu'ont produit sur le public, les derniers actes du gouvernement français, par rapport aux affaires de la Plata.

Quand à nous, pour l'honneur de l'Angleterre; cette vieille mère du libéralisme, nous le reversons au moins en doute, jusqu'à plus amples informations; et pour l'honneur de la France, nous nous faisons fort d'assurer, qu'alors même que des pareilles tentatives de recrutement, seraient faites auprès de nos compatriotes d'outre-mer, elles seraient rejetées par eux avec indignation et mépris..... ou ne verse pas son sang pour la liberté avec autant de dévouement qu'ils l'ont fait en février 1848, pour aller à l'étranger combattre contre son pays, et asservir ses frères au joug d'un tyran, dont il déclare aujourd'hui vouloir démentir l'insolence.

NOUVELLES DIVERSES.

(Extraits du Journal du Havre, du 27 avril.)

Depuis 1840, la France n'avait jamais réuni dans la Méditerranée autant de forces navales qu'en ce moment. L'expédition, qui vient de partir pour les côtes d'Italie, se compose de six frégates à vapeur : le *Panama*, l'*Orénoque*, l'*Albatros*, le *Labrador*, le *Christophe-Colomb* et le *Sané*; de deux corvettes à vapeur, l'*Infernal* et le *Véloce*; enfin, de deux bateaux à vapeur, le *Ténare* et le *Tonnerre*. Elle sera renforcée devant Civita Vecchia par l'escadre que commande M. l'Amiral Baudin, composée de trois vaisseaux à trois points : l'*Iéna*, monté par l'amiral; l'*Inflexible* et le *Friedland*, ainsi que des frégates à vapeur le *Vauban* et le *Magellan*.

On assure que l'ordre a été envoyé au capitaine de vaisseau Ricaudy, qui commande dans l'Adriatique, de croiser en vue de Venise jusqu'à l'arrangement des difficultés survenues entre Radetzki et le gouvernement piémontais.

Le relevé du mouvement de la navigation française dans le port de Londres, pendant le premier trimestre de 1849, constate une amélioration remarquable sur celui de la période correspondante de l'année dernière. On en jugera par le rapprochement des chiffres suivants :

En 1849, il est entré dans le port de Londres, pendant les mois de janvier, février et mars, 159 bâtiments français, jaugeant 2,425 tonneaux, et montés par 873 hommes d'équipage.

En 1848, on n'avait compté que 62 navires, jaugeant 2 750 tonneaux, et montés par 370 hommes.

Un navire espagnol, monté par douze hommes d'équipage, se rendant des côtes d'Andalousie à Melilla, vient d'être pris et pillé sur les côtes du Rif par les Kabyles marroquins, qui se montrent de plus en plus insolents, depuis l'expédition avortée que les Anglais ont dernièrement tentée contre eux.

Quelques marins du brick espagnol ont pu se sauver dans une chaloupe du bord et sont arrivés à Nemours, où tous les soins leur ont été prodigués. Les autres auront infailliblement péri, victimes de la barbarie des Kabyles.

Les nouvelles de Rome sont du 16. Une proclamation des triumvirs invite tous les émigrés italiens, capables ou non de porter les armes, à accourir à Rome.

Divers députés de l'Assemblée Constituante toscane qui ont été contrains de s'éloigner de Florence, par suite des événements, sont arrivés le 18 à Livourne. On disait que l'Assemblée entière devait se réunir à Livourne, pour décider du sort du pays. Au départ du courrier, on balait la générale dans toute la ville.

La fuite du roi de Wurtemberg est confirmée par les nouvelles de Stuttgart, en date du 23.

Le roi a quitté sa capitale avec toute sa famille, après avoir adressé à ses sujets une proclamation où il les engage à rester calmes en attendant qu'il se prononce d'un

ne manière définitive sur les questions posées par l'Assemblée de Francfort.

Une grande agitation régnait dans la ville, mais on n'avait eu à regretter aucun excès.

Le roi s'est, dit-on, retiré dans son château de Ludwigsbourg.

(Du 28.)

Les nouvelles de Turin annoncent que définitivement les autrichiens avaient pris possession de la citadelle d'Alexandrie. L'Opinion annonce qu'ils y sont entrés le 24, au nombre de 7,000 hommes. Cette entrée avait eu lieu, du reste, d'accord avec le cabinet de Turin. En revanche, l'Autriche renoncerait à la plus grande partie des exigences qu'elle avait récemment exprimées.

Le maréchal Radezky a fait, dit-on, signifier au canton du Tessin que si, dans huit jours, les réfugiés lombards n'étaient pas expulsés de son territoire, il serait pris à son égard des mesures de blocus et même d'intervention.

Le paquebot du commerce le *Courrier de Corse*, venant de Naples, est arrivé à Marseille le 23.

À ce moment où ce bateau a quitté Livourne, le 21, la plus grande effervescence régnait dans la population de cette ville. Les portes avaient été fermées, et celle de Pise, par laquelle étaient attendues les troupes venant de Florence, avait été barricadée. On sonnait le tocsin et le désordre semblait être au comble. Cette agitation n'avait pas cependant d'autre cause que le projet de la part des hommes du mouvement, de s'opposer à l'entrée dans la ville des troupes attendues de Florence.

Il se confirme que la ville de Palerme, voyant l'impossibilité de résister à l'armée napolitaine, aurait demandé à se soumettre aux conditions que réglerait l'amiral Baudin.

Enfin, le roi de Wurtemberg a cédé ! Voici les termes de sa déclaration :

« S. M. le roi de Wurtemberg accepte, d'accord avec son ministère, la Constitution de l'empire d'Allemagne, y compris le chapitre relatif à la question du chef de l'empire, et la solution qu'elle devra recevoir dans le sens de la Constitution, ainsi que la loi sur l'élection de l'empereur, sous la condition que la Constitution sera mise en vigueur en Allemagne. Le plénipotentiaire wurtembergien recevra des instructions à l'effet de déclarer que le gouvernement du Wurtemberg n'aurait aucune objection à faire si S. M. le roi de Prusse, qui ne veut pas accepter la dignité impériale, se mettait, dans les circonstances actuelles et pour le moment, à la tête de l'Allemagne, du consentement de l'Assemblée Nationale. »

(Du 30.)

—On lit dans la *Liberté* :

« Bonapartistes, nommez des bonapartistes, et préférez les aux candidats des autres couleurs et des autres origines. Vous avez dans toutes les villes, dans tous les villages, dans les moindres hameaux, des vieux braves de la grande armée, ou d'anciens fonctionnaires du Consulat et de l'Empire, chez lesquels le cœur est jeune encore, et qui peuvent vous diriger dans cette pacifique campagne des élections. »

« La *Liberté* oublie qu'il s'agit de composer l'Assemblée Nationale et non l'hôtel des Invalides. L'idée d'envoyer les fonctionnaires de l'Empire comme républicains nous paraît aussi très ingénieuse. On connaît, en effet, tous les gages qu'ils ont donnés à la liberté ! »

ATTAIRES DE HONGRIE.

La victoire des Hongrois dans les plaines de Gran et de Waitzen est, aujourd'hui, pleinement confirmée; les villes de Pesth et de Bude ont été évacuées par les forces autrichiennes.

On lit dans la *Nouvelle Gazette de l'Oder* :

« Les troupes impériales transportées sur la rive gauche du Danube, le 19, ont été repoussées avec grandes pertes le lendemain. Georgey est avec 60,000 hommes près de Neuhauf et de Saint Pierre, à une lieue de Comorn, et il a bloqué cette forteresse, devant laquelle ne se trouvaient que 15,000 autrichiens. Les Hongrois sont sur la Marche, à la frontière de l'Autriche, à quatre milles de Vienne. »

Un autre correspondant du même journal prétend que les extrêmes avant postes des Hongrois sont près de Tyrnau.

Le trente cinquième bulletin publié à Vienne le 24 avril rédigé dans des termes ambigus, ne dissimule pas cependant la défaite éprouvée par l'armée impériale; il résulte

de ce bulletin qu'il faut partout des renforts pour contenir et battre l'ennemi.

Ces renforts ne peuvent venir que de la Russie. La nouvelle de la rentrée de 40,000 hommes en Transilvanie paraît maintenant certaine. On ajoute que d'autres corps concentrés sur les frontières de la Galicie n'attendent que l'ordre pour les suivre.

Du 1er mai.

Le gouvernement a reçu, dans la nuit dernière, des dépêches de M. d'Harcourt, annonçant que le pape, reconnaissant de l'appui que lui prête la France, consent à accorder au peuple romain toutes les libertés constitutionnelles dont il jouissait au moment de la mort de M. Rossi. Il consent également à une amnistie; mais il veut que ces concessions résultent du libre exercice de sa volonté.

Le corps expéditionnaire de Civita Vecchia a emporté une somme de 600,000 fr. en numéraire, et l'ordre de payer tout au comptant, et de n'exiger des populations aucune contribution, soit en argent soit en nature.

La *République* du 28 avril annonce, que M. le préfet des Bouches du Rhône a défendu l'embarquement d'une colonne de cinq cents volontaires français qui se rendaient à Rome pour porter secours à la république romaine. Des caisses de fusils, destinés à cette République, ont été également retenues.

L'ordonnance du roi de Prusse qui dissout la chambre des députés et proroge la première chambre, est précédée d'un exposé des motifs, dont voici les principaux : 1° Un vote hostile exprimé le 26 par la chambre des députés dans la question de l'état de siège, dont elle déclarait le maintien illégal; 2° la résolution exprimée le 21 par cette même chambre qui déclarait valable la constitution votée par le parlement de Francfort.

On parle à ce sujet d'une modification du cabinet.

On ne sait encore rien de définitif sur la décision du roi de Prusse relativement à la question de l'empire.

L'Autriche serait, s'il faut en croire certaines rumeurs, plus conciliante depuis quelques jours, à cause des affaires de Hongrie.

Du 2 mai.

On assure que, par suite de l'occupation d'Alexandrie par les autrichiens, l'ordre a été envoyé de porter à 20 mille hommes l'effectif de l'expédition de Civita Vecchia.

On écrit de Stockholm (Suède), le 21 avril : « Mardi dernier, en faisant des réparations à l'hôtel de l'ancienne et illustre famille des comtes de Fersen, situé dans le quartier de Basieholm, en notre capitale, les ouvriers ont découvert au premier étage, à l'intérieur d'un très gros mur, une boîte en tôle contenant des parures, des bagues, des colliers et beaucoup d'autres bijoux tous garnis de diamans, et dont la valeur est estimée à environ 3 millions de rixdalers (4 millions et demi de francs). »

« Aucun des habitants actuels de l'hôtel ne connaissait l'existence de ce trésor, et c'est en vain qu'on a recherché des renseignements à ce sujet dans les archives de la famille Fersen. »

« On s'accorde généralement à rattacher le dépôt de ces objets dans le mur de l'hôtel Fersen à la fuite de Varennes du roi Louis XIV; car on se rappelle que le comte Axel de Fersen, alors ministre de Suède à Paris, et qui était dévoué à la famille royale de France, contribua beaucoup à faciliter cette fuite, et conduisit lui-même, déguisé en cocher, la voiture dans laquelle l'infortuné monarque parti pour Varennes. »

« C'est le même comte de Fersen, qui le 20 juin 1810, fut massacré par la populace de Stockholm, parce qu'on le soupçonnait, et bien injustement, d'avoir empoisonné le prince de Holstein Augustembourg, qui peu de temps auparavant avait été élu prince royal de Suède, et qui venait de mourir presque subitement. »

On lit dans une correspondance particulière de Francfort, du 27 avril :

« La nouvelle de la dissolution des chambres de Berlin et de Hanovre a produit une profonde sensation ici, où elle a été transmise par le télégraphe électrique. On s'attendait à des événements fort graves sur plusieurs points de l'Allemagne. Le grand duc Jean, vicaire général de l'empire, a d'abord refusé de donner sa signature aux dernières résolutions de l'Assemblée de Francfort; mais M. de Gagern et les autres ministres du ministère de l'empire ayant donné leur démission, l'archiduc Jean se serait décidé à revenir sur son refus et à contresigner

les résolutions qui somment tous les gouvernements de l'Allemagne à reconnaître sans délai la Constitution de l'empire.

« La proclamation suivante a été adressée par onze représentants à leurs collègues de l'Assemblée de Francfort :

« La patrie est en danger. Les chambres prussiennes sont dissoutes! On réunit des troupes près de Kreuznach. Ces troupes sont nécessaires pour nous octroyer une Constitution. Le despotisme, qui date d'avant mars, veut frapper son dernier coup. Il faut que Francfort agisse! qu'aucun représentant ne s'éloigne et que tout absent revienne sans délai. Les Assemblées populaires des environs ne seront pas étonnées si, dans ces circonstances, les députés ne peuvent pas assister à leurs séances. »

Du 3 mai.

NOUVELLES MARITIMES.

Rapport du capitaine A. Barbel commandant le navire l'ERNEST, arrivé au Havre.

Je suis parti de Valparaiso le 17 janvier, avec un chargement composé de snipêtre, cuivre et cacao.

J'ai laissé sur rade de Valparaiso la frégate française la *Poursuivante*, montée par M. le contre amiral Le Goarant de Tromelin, et commandée par M. Jam, capitaine de vaisseau.

La corvette la *Brillante* devait partir pour France quelques jours après moi.

Le *Châteaubriand*, de Bordeaux, devait partir pour la Californie. L'or de ce pays a fait émigrer beaucoup de monde du Chili, plusieurs navires du Chili ont fait leur retour avec une certaine quantité de ce métal. Un baleinier américain était relâché à Talchhuano, ayant à bord une valeur de \$ 80,000 appartenant à l'équipage et à quelques passagers.

Le bruit avait couru à Valparaiso, que le trois mâts la *Staoulli*, capitaine Pignonbanc, du Havre, avait été brûlé à la mer pendant son voyage à Californie, mais, à mon départ, cette nouvelle paraissait dénuée de tout fondement.

Le steamer des Antilles *Medway* est arrivé hier matin à Southampton. Il a devancé d'au moins cinq jours l'époque à laquelle il était attendu, ayant effectué en seize jours, sa traversée de Saint Thomas à Southampton.

Avec la malle de la première quinzaine d'avril, ce paquet a apporté pour environ 2 millions d'or, dont 500,000 fr. d'or californien converti en ligots à Lima, une valeur d'environ 7,000 francs de platine, et de 10,000 francs de perles, 135 sacs d'indigo, 36 ballots salsepareille, et 44 passagers.

Les nouvelles sommaires que nous transmettent les feuilles anglaises d'hier ne retiennent rien de saillant, en ce qui concerne nos Antilles : elles annoncent seulement que la variole, dont nous avons, lors de l'arrivée du dernier steamer, annoncé l'invasion à la Martinique et à la Guadeloupe, continue à faire des ravages. Les îles voisines prennent des précautions sanitaires pour empêcher l'épidémie d'être importée, chez elles, par les caboteurs de nos colonies.



Nous sommes autorisés à démentir les bruits qui ont aujourd'hui circulé en ville, sur un prétendu changement de gouvernement en France, au profit de la République Rouge. Ainsi que sur la défaites opposée du général Oudinot par les troupes romaines. . . . Ces propos n'ayant aucun fondement.

MARINE.

ENTRÉES DU 2 JUILLET.

De Rio Grande le 1er courant, trois mâts américain *Lyllus*, de 199 ton., cap. Brannen, à ordre, avec 90 têtes bétail.

De Martin Garcia le 29 du passé, pailebot oriental *Cecilia*, 8 ton., pat. Froger, à ordre, sur lest.

De Buenos Ayres le 27 du passé, brick goélette sard *Atahualpa*, pat. Dessory, à ordre, sur lest.

De Martin Garcia le 21 du passé, pailebot oriental *Fany Elisa*, 45 ton., pat. Reynaud, à ordre, avec 90 charrettes bois à brûler.

3 JUILLET.

MOULLES SUR RADE.

De Gènes le 1er mai, polacre sard *Rustan*, 181 ton., cap. Maurigio, à José Aveguo, chargement général.

Un brick oriental.

Du 5.

Le trois mâts français *Rio*, venant du Havre, consigné à M. A. Vaillant, suit pour Buenos Ayres.

AVIS ESSENTIEL.

La redaction du PATRIOTE FRANÇAIS, prie les personnes qui auraient des articles à adresser au journal, de vouloir bien faire remettre leurs copies à l'imprimerie rue Perez Castellanos n. 162, au plus tard, le mardi, jeudi et Samedi avant midi, faute de quoi l'insertion pourrait être remise au numéro suivant.

AVIS DIVERS.

LA
CONSTITUTION

DE LA
REPUBLIQUE FRANÇAISE,
Promulguée par l'Assemblée Nationale le 13
novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS rue Perez Castellanos n. 162.

Baratillo

En el de la bandera del Congo, calle del Cerro frente al núm. 143.

Siempre deseoso su director de llamar á sus marchantes siempre que está cierto de que saldrán satisfechos, les avisa que ha sacado carne de chanco fresca riquísima a 3 vintenes la libra, y por arroba a 12 rs., charque fresco de primera calidad a 70 reis libra, carne salada 30 reis id, tocino del país 110 reis id, y del Brasil 60 y 80 reis id, lenguas de la mejor calidad 60 reis una y por docenas 7 reales, vino superior 60 reis cuarta carlon y Burdeos, id. añejo 80 reis, grasa de vaca y chanco 110 reis libra, id, mas superior un poco mas cara, yerba paraguay 200 y 240 reis libra, id. rica misionera 60 reis libra, azucar rubia 50 reis libra, id. seca terciado 60 id id, y 80 id id, bahiana 100 y refinada de primera 6 vintenes, aguardiente de quemar, aceite riquísimo, quesos de Holanda, de Cerdeña y del país, fariña, maiz, arroz, harina, porotos, fideos, nueces, pasta fina, ticholos, palitos americanos, tabaco picado superior y regular, escobas, plumeros, almidon, azul, jabon, zapatos de hombre, suecos para señoras, rapé del mas fresco del Brasil y otras clases, té perla, negro y verde, café aceite de alumbrar, y otros muchos artículos que encontraran los que vengan; todos sumamente baratos, hay a mas aceitunas en frascos muy ricos a 80 reis el frasco.

A vendre

A TRES BON COMPTE.

Sous carbonate de soude et blanc d'Espagne de 1^{re} qualité, à l'usage de Messieurs les Pharmaciens, Peintres, fabricants de savon, de chandelles, etc. etc. S'adresser au bureau du journal.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu à Montevideo, ou il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer a ses habitants qu'il a transféré son domicile dans le logement qu'occupait le défunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite incorruptibles et tout ce qui concerne sa profession.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures après midi.—Il se transportera aussi à domicile.

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missions, n° 118.

INSURRECCION DEL SUD

DE LA PROVINCIA
DE BUENOS AYRES,

En Octubre de 1839.

Poema con notas, y un apéndice de documentos históricos, por D. Estevan Echevarria.

Folleto de 76 páginas en cuarto mayor: se hallarán algunos ejemplares en la librería nueva, calle del 25 de Mayo, núm. 230 y 232.

Retratos

CON COLORES AL DAGUERREOTIPO

Amadeo Gras, retratista al oleo, tiene el honor de avisar al público, que, de paso en esta ciudad, se quedará un mes, solamente para satisfacer a las numerosas personas que le han hablado por sus retratos. Todos los dias desde las 10 hasta las 3 de la tarde, calle de Ituzaingo núm. 181, de la Matriz la cuadra que sigue al sud.

Importante á todos.

Agua de Colonia y agua sedativa del Dr. Raspail, esencia de anis, ginebra, canela y clavel, tinta negra y azul muy fina, lacre punzó y negro de superior calidad, soda purgante y de refresco, esencia coronada y Gratia-probatum, aceite de oso y de otras clases para el pelo de superior calidad, líquido eficaz para curar los sabañones del Dr. A. Cooper, garantido, jabon vegetal para sacar manchas en paño cualquiera que sea, Elixir de Guillon, vino de zarza-parrilla del Dr. Albert. Todos estos renglones se encontrarán y otros muchos de la misma clase en la Drogueria del Aguila Dorada, calle del Sarandí núm. 222.

Gants et cravattes

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravattes nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 mai n. 251, maison du consul italien.

AVISO A LOS AFICIONADOS

A LA
LENGUA CASTELLANA.
NUEVA GRAMATICA ESPAÑOLA.

Sobre un plan muy metódico, con un tratado de la ortografía moderna, segun la academia española, y otro de la sintaxis con ejercicios de analisis gramatical y lógica; 1 vol. en 8.º —precio 12 reales. En la librería de D. Jaime Hernandez y en la Nueva calle del 25 de Mayo.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de Mai, n. 129 a l'honneur de prevenir les elegans de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravattes de satin, du dernier gout qu'il vendra au plus juste prix.

Nourrice.

Une nourrice, jeune et saine, dont le lait n'a que trois mois desire se placer.

S'adresser au bureau du "Patriote."

Aux amateurs

DE LA PROPRETE.

Savon a detacher de la composition du sieur Robert, chimiste de Paris.

Les seuls depôts établis à Montevideo sont chez MM.

Henri Fontana rue de la Convention n. 145 et 147, esquina du Lyon d'Or.

Daudy, pharmacie du Lyon d'Or hors le marché.

Manuel Rey, rue 25 de Mayo n. 228, cerca de la Libreria de Hernandez.

Les ouvrages suivants reliés ou brochés sont en vente à l'imprimerie du PATRIOTE.

Des Peches Capitaux.—L'Orgueil.

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Heléne.

Le Sansonnet.

Nous invitons les personnes qui desireraient se procurer le premier ouvrage en entier de la collection des SEPT PECHES CAPITALAUX, à adresser sans retard leurs demandes à l'imprimerie du journal, où il n'en trouve que très peu d'exemplaires.

Remate

POR RAFAEL RUANO.

GRAN QUEMAZON DE MERCADERIAS.

Calle de las Piedras número 74.

Hoy Viernes 6 de Julio, á las 11 en punto, seguirá la venta al mejor postor por liquidacion de factura.

Paños finos, entrefinos y ordinarios, dichos de piloto, bayetas de pello y dos frisas, franclas, paño grana, casimires surtidos, camisetas y calsoncillos, lienzo, pañuelos de lana de rebzo de varias clases, un surtido de pañuelos de seda para las manos, dichos negros y de colores para el cuello de señora y para hombres pañuelos de merino y espumilla bordados, un surtido de coletas, pontevies de hilo y géneros para forro, gorras de paño surtidas para niños, un surtido general de medias largas y cortas de varias clases, rico terciopelo negro, raso negro para chalecos, dicho negro, dicho para vestidos, dicho punzó, un rico surtido de corbatas de seda de sarga tafetan y raso negro y de colores de gusto, sargas tafetanes de colores para forro, abrochadores de seda, cordon de seda negro y de colores, listones negros, seda de coser y de bordar, botones de hueso, ules negros y pintados agujas de patente dichas de enfardar y de volas arroz y sortijas de oro, un rico surtido de esencias de rosa jasmín clavel y limon, bombillas de plata y muchos otros artículos de valor y gusto.

Para zapateros.

Marroquines franceses, hilo de zapatero y plantillas de colcho.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n°. 162.